

## ÉLÉMENTS DE RÉPONSES POUR MORALISER L'ÉCONOMIE ET LA RENDRE AU SERVICE DE L'HOMME, POUR UNE FINANCE ÉTHIQUE, RESPONSABLE, SOLIDAIRE ET PARTICIPATIVE

SHAYKH TARIK BENGARAI\*

Selon Amy Domini, fondatrice de Domini Social Investments, « la manière dont nous investissons crée le monde dans lequel nous vivons ». Cette phrase désormais célèbre résume la prise de conscience observée depuis une quinzaine d'années chez l'ensemble des agents économiques ici en Occident, soucieux de leur image et de leur notoriété. Cela suppose en effet que dans sa quête de rentabilité et de croissance, l'investisseur se doit de tenir compte, dans sa prise de décision, des impacts sociaux, moraux et environnementaux. Ces derniers, thèmes sensibles que l'on retrouve dans la responsabilité sociétale ou encore dans le développement durable, semblent rapprocher de plus en plus d'acteurs de la société civile : pouvoirs publics, entreprises, banques, assurances, gestionnaires de fonds, investisseurs particuliers et institutionnels...

« Investir aujourd'hui tout en pensant à demain et aux générations futures » est désormais plus qu'une théorie, mais une exigence qui bannit tout égoïsme et individualisme et qui nous pousse tous à réagir et agir pour notre salut commun.

Le récent sommet de l'Alquila en juillet 2009 pour la sécurité alimentaire des pays les plus pauvres, le Grenelle de l'environnement lancé en 2007 par le gouvernement français, le protocole de Kyoto entré en vigueur en 2005 pour réduire les gaz à effet de serre, ou encore le Pacte mondial (*Global Compact*) de l'ONU (Organisation des Nations unies) lancé en 2000 et devenu effectif en 2003 par l'énonciation de dix principes universels pour la protection et le respect des droits de l'homme, de la société et de l'environnement sont autant de preuves de la forte volonté de promouvoir un développement durable,

---

\*Expert en finance islamique et risque, Hâfiz ; chercheur en droit musulman ; porte-parole du Chari'a Board du CIFIE (Comité indépendant de finance islamique en Europe) ([www.cifie.fr](http://www.cifie.fr)).

équilibré et créateur de valeur non seulement financière, mais aussi morale pour l'économie mondiale.

Les crises financières « cycliques » qui ont fait trembler le monde ne sont pas le fruit du hasard, elles sont tout simplement la conséquence normale du principe du laisser-faire, pas de barrière qui fonde le capitalisme. Ainsi, ce principe a poussé les investisseurs à prendre toutes sortes de risques démesurés, à spéculer sur toutes sortes d'éléments volatils, à vendre ou acheter des produits « toxiques », manquant de transparence, ou encore des produits qui n'existaient même pas, à avoir des stratégies purement individualistes et court-termistes.

Il suffit de citer le cas de pays et d'institutions qui agonisent à cause de ce que l'on appelle désormais la crise de la dette. Lorsque la dette d'un État ou d'une institution sert essentiellement à payer d'autres dettes, ou à financer/amortir les dépenses publiques et les intérêts qui ne cessent d'augmenter, on parle de faillite à petit feu, d'une destruction aveugle de valeur (économique, morale et sociétale). Cela sans oublier les conséquences de la dette sur la gouvernance et la souveraineté.

Il serait naïf de considérer le cas de la Grèce comme une anomalie isolée, car rappelons-nous que la dette de notre pays, la France, augmente chaque seconde de plus de 3 000 euros<sup>1</sup> !

Dans ce contexte de crise économique aux conséquences sociales désastreuses impactant la vie de tous les jours (les *subprimes* aux États-Unis en 2007), de scandales financiers sans précédent en termes d'ampleur (affaires Madoff et Kerviel en 2008), de crise de la dette (comme nous l'avons souligné), mais aussi d'effets géophysiques pour le moins inquiétants (dérèglement climatique), l'économie mondiale s'intéresse de plus en plus à la finance éthique et islamique pour modifier le mode de pensée financier actuel, moraliser un capitalisme indompté pour qu'en entreprise, des concepts de management orientés vers l'éthique, la morale et le développement durable puissent pleinement s'affirmer et que l'idéologie d'une finance plus responsable puisse à terme s'imposer. Ces crises de l'économie ont ainsi sensibilisé le monde à la nécessité d'une moralisation de la finance et des investissements, laissant envisager la finance islamique comme un acteur potentiel pour une gestion « sage » qui met au centre des décisions économiques l'homme et l'intérêt à long terme, visant ainsi à assurer une croissance « saine », « morale » et durable.

## L'ISLAM ET L'ARGENT

L'islam, troisième et dernière religion monothéiste, précise à l'homme sa responsabilité sur terre. Pour ce qui est de l'argent (les biens), l'homme sera interrogé devant Dieu, son Seigneur et Créateur, sur sa provenance et sa dépense. Nos biens doivent ainsi provenir de source licite et dépensés dans le licite (*halal*).

L'islam considère l'argent (de Dieu) comme un moyen et non un but et il est en même temps une épreuve pour tester la foi du croyant.

Est-ce que le croyant va remercier Dieu en donnant de ses biens (que Dieu lui a octroyés et gratifiés) à ceux qui le méritent et en utilisant l'argent dans l'utile et le bien et non dans la désobéissance, la destruction et la débauche ? Est-ce que le cœur du croyant est attaché à Dieu ou à l'argent et cette vie éphémère d'ici-bas ? Le croyant est-il l'esclave de la matière ou plutôt du Créateur de la matière, auquel cas la matière sera mise à son service par son Créateur omnipotent.

Le modèle économique islamique est différent du capitalisme et du communisme. L'argent dans l'islam est à Dieu (comme dépôt chez l'homme qui est son lieutenant<sup>2</sup>) et non à l'individu, ni à l'État. Néanmoins, l'islam reconnaît bien sûr la propriété privée, la respecte et la protège. Il déclare sacré l'homme, sa vie, ses biens et son honneur. Il prône un juste milieu entre l'individualisme/libéralisme exagéré du capitalisme et le collectivisme injuste du communisme.

L'islam a mis en place la *zakât* (l'aumône purificatrice légale) comme pilier de l'islam pour mieux distribuer les richesses et subvenir aux besoins des pauvres... Le but de la *zakât* est ainsi de réaliser l'équilibre et la justice sociale, d'empêcher le monopole de l'argent par les riches et encourager la circulation des biens. Celui qui s'acquitte de la *zakât* protège son argent et le bénit. Il purifie par là son cœur, élève son âme et fait fructifier ses biens. Dieu lui multiplie les mérites. C'est ce que nous précisons les sources scripturaires de l'islam. Un compagnon du prophète de l'islam, Ibn Umar, a dit au sujet de l'essence et du sens de la *zakât* : « Toute richesse sur laquelle on prélève la *zakât* n'est pas considérée comme thésaurisée, même si elle est enfouie au fin fond du sol. Mais toute richesse sur laquelle la *zakât* n'est pas prélevée est considérée comme thésaurisée même si elle n'était pas cachée. »

À l'époque du deuxième calife Omar, le modèle socioéconomique de l'État musulman de Médine bien que fraîchement établi permit de mettre fin au déséquilibre social et les chroniqueurs rapportèrent qu'au moment de distribuer la *zakât* annuelle, on ne trouva point d'indigents dans toute Médine et les collecteurs furent obligés de quitter Médine et sa région pour enfin trouver ceux à qui ils distribuèrent cette aumône... La solidarité sociale et fraternelle a ainsi permis au modèle socioéconomique musulman – lorsqu'il fut réellement appliqué – de gagner le combat contre la pauvreté et la précarité en un temps record !

L'islam a également encouragé les aumônes volontaires, les dons, les actes de charité et a mis en place le *waqf* (une sorte de fiducie), tout cela pour amener la société à la solidarité, au partage, à la compassion, à la générosité et même à l'altruisme pour aboutir ainsi à l'équilibre et à la justice sociale et par là à la sécurité et la paix.

## RÉFLEXION SPIRITUELLE SUR LE « COURT-TERMISME » AMBIANT

Le monde dans lequel nous vivons est rempli d'injustice sociale et de contradictions qui mettent en cause le modèle socioéconomique adopté et les politiques en place. Chaque projet doit avoir une dimension humaine pour qu'il puisse réussir sur une longue durée.

La notion d'utilité temporaire ou de plaisir temporaire est le moteur du modèle actuel qui fait de nous des consommateurs dépourvus de raison, de morale et de sagesse. L'industrialisation à outrance, la soif du profit, le *time to market* obligent les décideurs à accélérer les cadences pour rester à la hauteur de la concurrence toujours rude et impitoyable.

L'organisation et la modélisation y compris celles des risques (risques de crédit, de marché et des *process*) pour mieux les anticiper, l'automatisation des procédures, la qualité et la normalisation pour répondre aux besoins de l'internationalisation, la veille technique et technologique... Tout cela est beau et même nécessaire, mais tout cela a un seul but : le profit. L'humain, qui est à l'origine de tout cela, qui est à la fois l'ouvrier, le producteur, le client et le consommateur, se trouve exclu, aussi bizarre que cela puisse paraître, de la réalisation effective du confort auquel son management aspire.

Son pseudo-bonheur est loin derrière lui car, finalement, il amasse une richesse qu'il n'utilisera pas, il consomme son temps et son énergie dans un travail qui ne finira pas, mais qui le consume jusqu'à sa retraite ou son destin fatal (sans pouvoir profiter de la vie ou avoir un jour la paix intérieure). Le pire dans tout cela est que dans ce processus global, il contribue parfois à sa destruction à petit feu. Il utilise toujours les énergies polluantes sans une vision du long terme. Il invente les machines de guerre les plus destructrices et les armes chimiques et bactériologiques pour accélérer son déclin. Il mange des produits transformés sans mesurer les conséquences à long terme ou sur sa progéniture... Dans l'approche du modèle socioéconomique actuel, aucune étude, ni aucune mesure n'existent pour prévenir et anticiper les risques sur l'humain et son environnement (la nature) à long et à très long terme.

Aucune étude n'a été menée pour mesurer le ratio « confort/risque à long terme », ou le ratio « capital santé/degré d'industrialisation », ou encore le ratio « environnement/croissance économique sur le long terme » et la capacité de cette terre à supporter les excès de l'homme. Les industriels et les chefs d'entreprises ne pourront pas maîtriser, ni même estimer les risques à long terme sur l'humain et son environnement naturel, car ils sont inéluctablement les esclaves du marché et du profit. C'est là leur survie à court et moyen terme. Mais le long terme alors, qui a pensé aux générations futures ? Leur faut-il encore plus de confort ? Est-ce encore réalisable ? Est-ce que cette terre supportera encore pour longtemps des habitants qui la malmènent (par les péchés et cette industrialisation

aveugle) ? Est-ce que nous sommes vraiment heureux ? Comment avoir un bonheur sans faille et un plaisir sans regret ?

Pour le soufisme, cœur de l'islam et qui y représente la station de l'Excellence, la solution réside dans la capacité de l'être humain à utiliser ses moyens internes que Dieu a déposés en lui pour voir plus clair et pour prendre la voie du juste milieu et le recul nécessaire vis-à-vis de ce bas monde. Le Coran précise : « C'est ainsi que nous fîmes de vous une communauté du juste milieu. » (Coran, sourate 2, verset 143).

Ce bas monde, justement, est la passerelle de l'humain vers l'au-delà. Le corps de l'être humain, son esprit ainsi que son environnement sont, selon le Coran, le dépôt sacré (*al-amâna*) que Dieu lui a confié. Il doit scrupuleusement veiller sur ces éléments pour ne pas avoir à être jugé par le roi des rois au jour du jugement dernier : « Le jour où ni les biens, ni les enfants ne seront d'aucun secours ou utilité, sauf celui qui vient à Dieu avec un cœur sain. » Chacun est responsable devant Dieu de préserver son corps, son esprit, son bien, ainsi que ceux des autres, en utilisant son corps et son esprit dans l'obéissance du Seigneur et dans l'utile, en respectant la vie et la nature et en aimant son prochain. Selon les paroles du Coran : « Entraidez-vous pour l'accomplissement du bien et de la piété et ne vous entraidez pas dans le péché et l'agression. » (Coran, sourate 5, verset 2). Et : « Nous vous avons créé de mâle et de femelle, et nous avons fait de vous des nations et des tribus pour que vous vous entre-connaissiez. Le meilleur d'entre vous est le plus pieux. » (Coran, sourate 49, verset 13). Donc le but de la création est de réaliser le meilleur pour le bien réel de l'humanité, s'aider (pour cela), échanger et se connaître (pour s'aimer). Le pluralisme de nos sociétés est une force et une richesse si et seulement si le ciment de nos relations est fait de respect mutuel et d'entraide fraternelle. En direction de l'autre en agissant donc avec respect et non en jugeant et en direction de nous-mêmes, chaque croyant devra réaliser un vrai travail sur son âme pour purifier son cœur, le guérir de ses maladies, le parer des beaux caractères et s'attacher réellement à Dieu l'Éternel, et non aux futilités de ce monde éphémère, tout en y assumant dans le même temps ses responsabilités légales.

L'homme « spirituel » ainsi défini aura certainement un comportement commercial et une économie plus responsables qui seront dictés d'abord par sa conscience spirituelle ainsi éveillée et non uniquement par la soif du profit. La voix d'un cœur purifié dirigera la voie de l'humain vers la lumière de la clairvoyance pour que, finalement, l'homme et son environnement soient au centre des préoccupations de l'économie.

Contrairement aux idées reçues, la religion vise à apporter clairvoyance, bonheur et protection dans cette vie et dans l'autre au croyant, ce que confirme effectivement le Coran : « Quiconque a fait une bonne œuvre, qu'il soit homme ou femme, tout en étant croyant, nous lui assurerons certainement une vie agréable dans ce monde et nous lui donnerons son salaire (dans l'autre monde) selon le meilleur de ce qu'il faisait. » (Coran, sourate 16, verset 97).

Et dans un autre verset, nous trouvons : « S'ils observaient la Thora, l'Évangile et les révélations que leur Seigneur leur a envoyées, ils jouiraient certainement des biens du Ciel et de ceux de la Terre. Certes, il existe bien parmi eux des gens du juste milieu, mais il en est tant d'autres dont la conduite est déplorable. » (Coran, sourate 5, verset 66).

## CRITIQUES DE LA FINANCE ISLAMIQUE EN EUROPE

Une question d'ordre éthique se pose et s'impose : est-ce que l'on peut faire de la finance islamique sans croire à ses principes<sup>3</sup> ? En d'autres termes, l'utiliser comme alternative à la crise financière pour « draguer » de nouveaux marchés et capter les liquidités du Golfe sans pour autant y croire ? Le marché de la finance islamique en France et en Europe démontre qu'une telle schizophrénie est possible et même justifiable.

On assiste ainsi à l'émergence de fenêtres islamiques (*islamic windows*), c'est-à-dire des banques classiques non islamiques qui créent des filiales (agences) et des produits de la finance islamique. Citibank a été la première à ouvrir sa filiale en 1996 à Bahreïn, suivi de HSBC qui a implanté Amanah Finance en 1998 à Dubaï. Le groupe UBS a créé sa filiale Noriba Bank à Bahreïn en 2002. En juin 2003, la banque française BNP-Paribas a lancé une unité de banque islamique à Bahreïn et vend ses produits aux institutions financières islamiques. D'autres banques conventionnelles dédient tout un département à ce créneau : Standard Chartered, Goldman Sachs, Dresden Bank, ABN Amro, Barclays, Société générale, Deutsche Bank et, plus récemment, Calyon (CACIB). Est-ce une entorse au capitalisme ou une entorse à la cohérence idéologique de nos banques ? Ou est-ce tout simplement une sorte de diversification financière dictée par les nouvelles variables du marché ?

Les plus optimistes y verront sans doute une nouvelle « mode » dans le sens des investissements socialement responsables, pour moraliser le capitalisme et créer une passerelle avec le monde islamique et notamment les pétrodollars.

## QUELQUES CHIFFRES ET TÉMOIGNAGES AUTOUR DE LA FINANCE ISLAMIQUE

### Quelques mesures empiriques

L'enquête annuelle du magazine professionnel *The Asian Banker* révèle que les actifs des 100 plus grandes banques islamiques ont augmenté de 66 % en 2008 (contre +13,14 % pour les 300 premiers établissements d'Asie)<sup>4</sup>.

Une recherche récente s'est intéressée aux mesures de la performance boursière de la finance islamique et à l'impact de l'application de critères d'exclusion sur le niveau de performance globale d'une panoplie d'indices islamiques (Jouaber et Ben Salah, 2009). La question était si la finance islamique est capable ou non d'offrir aux investisseurs boursiers une rentabilité et un risque de niveau comparable. Plusieurs indices Dow Jones islamiques sectoriels et régionaux ont été appariés à des équivalents classiques sur la période allant de 1996 à 2009.

Sur la période allant de 1996 à 2009, les résultats ne dénotent pas une différence significative de performance au niveau mondial. Pour la région d'Asie-Pacifique en particulier, la performance, mesurée par le ratio de Sharpe, de l'indice islamique est significativement supérieure de 0,0117 par rapport à celle de l'indice conventionnel traduisant une meilleure rémunération du risque. Ces constatations empiriques permettent d'affirmer que le secteur de la finance islamique ne semble pas souffrir des coûts qui lui sont spécifiques. La meilleure performance observée sur la région d'Asie-Pacifique, berceau de la finance islamique, aurait même tendance à prouver l'inverse. En outre, lorsqu'on s'intéresse aux seules observations extrêmes, la plupart des indices islamiques semblent à la fois moins souffrir de la chute des cours et moins tirer profit de la hausse. L'indice islamique mondial affiche en effet une performance (ratio de Sharpe) supérieure de 0,53 à la baisse et inférieure de 0,38 à la hausse, comparée à celle de leurs équivalents conventionnels<sup>5</sup>.

Quant aux conséquences de la récente crise financière, il est important de noter que l'interdiction du prêt à intérêt (*ribâ*) a évité aux banques islamiques de se lancer sur le marché des crédits à risque *subprimes*. La prohibition de la spéculation (*gharar*, *maysir*) a également protégé ce secteur des déboires qu'ont connus tant de grands établissements occidentaux dans le négoce de produits financiers exotiques. Enfin, l'expansion de la classe moyenne musulmane dans les économies émergentes du Golfe et d'Asie a alimenté la demande de placements gérés en conformité avec les préceptes de l'islam.

### Quelques témoignages

En septembre 2008, au moment fort de la crise financière qui ébranlait le monde et à l'occasion de la venue du pape Benoît XVI en France, Vincent Beaufile, rédacteur en chef du magazine *Challenge*, revenant sur l'ouvrage d'André Comte-Sponville sur la morale et le capitalisme (*Le capitalisme est-il moral ?*), invite à lire le Coran. « C'est plutôt le Coran qu'il faut relire. », écrit-il. Il nous révèle son témoignage sincère et osé : « En réalité, et Benoît XVI nous pardonnera, au moment où nous traversons une crise financière qui balaie tous les indices de croissance sur son passage, c'est plutôt le Coran qu'il faut relire que les textes pontificaux. Car si nos banquiers, avides de rentabilité sur fonds propres, avaient respecté un tant soit peu la *charia*,

nous n'en serions pas là. Il ne faut pourtant pas voir la finance islamique comme un exercice de troc moyenâgeux, car les pays du Golfe nous ont montré combien leur mentalité entrepreneuriale savait épouser le XXI<sup>e</sup> siècle. Simplement, leurs banquiers ne transigent pas sur un principe sacré : l'argent ne doit pas produire de l'argent. La traduction de cet engagement est simple : tout crédit doit avoir en face un actif bien identifié. Interdits, les produits toxiques ; oubliés, les ABS (*asset-backed securities*) et les CDO (*collateralized debt obligations*) que personne n'est capable de comprendre. Autrement dit, l'argent ne peut être utilisé que pour financer l'économie réelle. Il n'y a donc pas de hasard : si les banques du Golfe sont sorties indemnes de la crise des *subprimes*, c'est qu'elles n'y sont pas entrées. Le respect de ce principe du Coran est également fort utile dans la relation que chacun entretient avec l'argent, qu'il s'agisse des entreprises ou des particuliers : les personnes morales n'ont ainsi pas le droit de s'endetter au-delà de leur capitalisation boursière. »<sup>6</sup>

Un peu plus tard, en juillet 2009, Bloomberg nous apprend que le quotidien officiel du Vatican, l'*Osservatore Romano*, avait publié un article vantant les mérites de la finance islamique « pour l'Occident en crise ». Trois ans après Ratisbonne et le discours polémique du pape, voir le Vatican faire l'apologie de l'islam, qui plus est dans le propre organe de presse vaticane, a de quoi surprendre. Le titre de l'article est à cet égard plein de sens « *Dalla finanza islamica proposte e idee per l'Occidente in crisi* » (Idées et propositions de la finance islamique pour l'Occident en crise). Il ne s'agit pas simplement pour le Vatican de voir en la finance islamique, cette finance qui refuse de faire de l'argent avec de l'argent, une conception parmi d'autres de l'économie financière. Il va alors suggérer que l'on se fonde sur les règles de la finance islamique pour repenser l'économie mondiale : « Nous pensons que la finance islamique peut contribuer à la refondation de nouvelles règles pour la finance occidentale, vu que nous sommes confrontés à une crise qui est essentiellement une crise de confiance dans le système. » Et l'auteur de l'article de finir en proposant de financer l'industrie automobile ou les jeux Olympiques de Londres (*sic*) au moyen des *sukûk*.

L'ingénierie financière islamique est en pleine croissance et l'on attend des savants musulmans compétents et des experts en la matière une dynamisation de l'*ijtihâd*<sup>7</sup> et ses outils en matière de droit commercial islamique dans le respect du contexte à la fois financier, juridique et social pour répondre efficacement aux nouveaux besoins d'une économie mondiale complexe, tout en posant les bons garde-fous aux dérives humaines éventuelles.



---

*NOTES*

1. Voir utilement l'émission de France 3 du 12 novembre 2012 de Franz-Olivier Giesbert consacrée à la dette française et le compteur en direct de la dette sur le site : [www.oxoty.com](http://www.oxoty.com).
2. Le terme coranique *khalifa* est cité dans le Coran pour qualifier le père de l'humanité : Adam que Dieu a établi sur terre et lui a précisé sa mission (droits et devoirs).
3. Pour en savoir plus sur la finance islamique et ses principes, voir Bengarai (2009a).
4. Article disponible sur le site [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) du 1<sup>er</sup> janvier 2009.
5. Voir le site : [www.boursorama.com/infos/imprimer\\_news.phtml?num=34a96296c9cbe67c388fee61cff27ee](http://www.boursorama.com/infos/imprimer_news.phtml?num=34a96296c9cbe67c388fee61cff27ee).
6. Extrait du journal *Challenge* : [www.Challenges.fr/magazine/0135-016203/Le\\_pape\\_ou\\_le\\_Coran.html](http://www.Challenges.fr/magazine/0135-016203/Le_pape_ou_le_Coran.html), édito du 11 septembre 2008.
7. Effort d'interprétation juridique de la part des savants compétents.

*BIBLIOGRAPHIE*

- BENGARAI T. (2009a), *Comprendre la finance islamique : principes, pratiques et éthique*, Les 4 sources.
- BENGARAI T. (2009b), *Muhammad l'intercesseur de la 'Umma, l' élu de Dieu, le bien-aimé des croyants*, préface de Shaykh Abderrahmane Belmadi, éditions Centre islamique de France.
- BENGARAI T. (2010), *Ibn 'Ashir : L'essentiel de la religion musulmane, Tawhîd, Fiqh et spiritualité*, 2<sup>e</sup> édition augmentée, Iqra.
- BENGARAI T. (2011), *Le guide du musulman, la voie du croyant selon le Coran et la Sunna (questions/réponses)*, Les 4 sources.
- JOUABER K. et BEN SALAH M. (2009), « The Performance of Islamic Market Indexes in Catastrophic Market Events », université Paris-Dauphine, *document de recherche*.

